

# INSTRUCTION

N° 98-033-M21 du 12 février 1998

NOR : BUD R 98 00033 J

Texte publié au BOCP

## ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTÉ

### ANALYSE

Prestation spécifique dépendance - Dispositions d'ordre budgétaire et comptable.

Date d'application : 01/01/1998

### MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE SANTÉ ;  
COMPTABILITÉ ; PRESTATION SPÉCIFIQUE DE DÉPENDANCE ; CONGÉ DE FIN D'ACTIVITÉ ; PRISE EN CHARGE

### DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

### DOCUMENTS À ABROGER

Néant

### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPGR	TPG	RGAP	RF	T	DOM						

### DIFFUSION

GT 19

*DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*Sous-direction D - Bureau D2*

## SOMMAIRE

<b>1. LA PRESTATION SPÉCIFIQUE DÉPENDANCE.....</b>	<b>3</b>
<b>2. LE CONGÉ DE FIN D'ACTIVITÉ.....</b>	<b>4</b>

## LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Circulaire interministérielle CP/D2/DH/AF3/98 n° 74 du 6 février 1998 portant diverses mesures d'ordre budgétaire et comptable applicables aux établissements publics de santé. ....	5
ANNEXE N° 2 : Loi n° 97-60 du 24 janvier 1997 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance. ....	12
ANNEXE N° 3 : Décret n° 97-427 du 28 avril 1997 portant application de certaines dispositions de la loi n° 97-60 du 24 janvier 1997 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance. ....	17
ANNEXE N° 4 : Décret n° 96-1232 du 27 décembre 1996 relatif au congé de fin d'activité, pris pour l'application du titre II de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire.....	20

La présente instruction a pour objet de porter à la connaissance des trésoriers, gérant des établissements publics de santé, la circulaire interministérielle CP/D2/DH/AF3/98 n° 74 du 6 février 1998 portant diverses mesures d'ordre budgétaire et comptable applicable à ces établissements (annexe n°1).

Cette circulaire :

- définit les modalités de mise en oeuvre des dispositions législatives et réglementaires de la prestation spécifique dépendance (loi n° 97-60 du 24 janvier 1997 et décret n° 97-427 du 28 avril 1997 joints en annexes n°2 et 3) ;
- met à jour les nomenclatures des établissements publics de santé applicables à compter de l'exercice budgétaire et comptable 1998.

Cette instruction précise par ailleurs quelques aspects réglementaires relatifs à ces établissements.

## 1. LA PRESTATION SPÉCIFIQUE DÉPENDANCE

Elle peut être versée, tous les mois, depuis le 1er septembre 1997, par les départements aux comptables gérant des établissements hébergeant des personnes bénéficiaires de la prestation spécifique dépendance (P.S.D.).

Cette recette fait l'objet d'un enregistrement sur le bordereau P 503 « relevé des recouvrements avant émission des titres ».

✎ *Écritures comptables au titre de l'exercice 1997, pour les premiers versements :*

Débit	515	Compte au Trésor	
	Crédit	471	Recettes à classer ou à régulariser

Ces sommes font l'objet d'un titre de recettes qui s'impute aux subdivisions du compte 7061 « produit des tarifications relevant de la loi sociale ».

*Pour les versements ultérieurs.*

Pour ces versements, au titre du même exercice, l'ordonnateur émet les titres de recettes à l'encontre du département :

- prise en charge des titres de recettes.

Débit	4114	Départements	
	Crédit	Subdivision concernée du compte 7061	Produits des tarifications relevant de l'activité de soins de longue durée et des activités relevant de la loi sociale

☞ *Écritures comptables au titre de l'exercice 1998 :*

- émission du titre de recettes par l'ordonnateur, imputé au compte 7063 « prestation spécifique dépendance » ouvert à cet effet.
- prise en charge du titre de recettes par le comptable.

Débit	4114	Départements	
	Crédit	7063	Prestation spécifique dépendance

- encaissement des versements.

Débit	515	Compte au Trésor	
	Crédit	4114	Départements

## 2. LE CONGÉ DE FIN D'ACTIVITÉ

Les opérations se rapportant au congé de fin d'activité, instauré par le décret n° 96-1232 du 27 décembre 1996 joint en annexe n° 4, sont à comptabiliser au compte 6483 « versements aux agents en cessation progressive d'activité » en dépense et au compte 758312 « fonds pour l'emploi hospitalier » en recette.

Toutes difficultés d'application de la présente instruction devront être portées à la connaissance de la direction de la Comptabilité Publique, sous le timbre du bureau D2.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION D

PIERRE-LOUIS MARIEL

ANNEXE N° 1 : Circulaire interministérielle CP/D2/DH/AF3/98 n° 74 du 6 février 1998 portant diverses mesures d'ordre budgétaire et comptable applicables aux établissements publics de santé.

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE  
Direction de la Comptabilité Publique  
Bureau D2

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITE  
Direction des Hôpitaux  
Bureau AF3

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES  
ET DE L'INDUSTRIE  
LA MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA  
SOLIDARITE

à

MESDAMES ET MESSIEURS LES DIRECTEURS  
D'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION  
MESSIEURS LES PREFETS DE REGION  
Directions Régionales des Affaires Sanitaires et  
Sociales

MESDAMES ET MESSIEURS LES PREFETS DE  
DEPARTEMENT  
Directions Départementales des Affaires Sanitaires et  
Sociales

MESDAMES ET MESSIEURS LES TRESORIER-  
PAYEURS GENERAUX

CIRCULAIRE INTERMINISTERIELLE CP/D2/DH/AF3/98 n° 74 du 6 février 1998 portant diverses mesures d'ordre budgétaire et comptable applicables aux établissements publics de santé

DATE D'APPLICATION : immédiate.

RESUME : Modification des nomenclatures comptables. Comptabilisation de la prestation spécifique dépendance.

MOTS-CLEFS : Etablissements publics de santé - Comptabilité - Nomenclatures.

TEXTES MODIFIES OU COMPLETEES :

- Décrets n° 94-392 du 18 mai 1994 et n° 95-424 du 20 avril 1995
- Arrêtés du 3 mars 1994 et du 14 mars 1995
- Circulaire n° 96-6512 du 24 janvier 1996 portant diverses mesures d'ordre budgétaire et comptable applicables aux établissements publics de santé.
- Circulaire n° 232 du 26 mars 1997 portant diverses mesures d'ordre budgétaire et comptable applicables aux établissements publics de santé.

## ANNEXE N° 1 (suite)

La présente circulaire a pour objet de porter à la connaissance des ordonnateurs et des trésoriers gérant des établissements publics de santé les dispositions législatives et réglementaires de mise en oeuvre de la prestation spécifique dépendance ainsi que les modifications apportées aux nomenclatures budgétaires et comptables pour l'exercice 1998.

### **I - DISPOSITIONS LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES RELATIVES A LA PRESTATION SPECIFIQUE DEPENDANCE**

#### **A. Définition**

La loi n° 97-60 du 24 janvier 1997 a créé, dans l'attente d'une loi instituant une prestation d'autonomie pour personnes âgées dépendantes, une prestation spécifique dépendance (P.S.D.) visant à mieux répondre aux besoins des personnes âgées.

L'article 13 du décret n° 97-427 du 28 avril 1997 a notamment pour objet de permettre l'attribution de la prestation à des personnes âgées dépendantes vivant en établissement, quel que soit le statut juridique de celui-ci, en fonction de la tarification en vigueur (application de l'article 22 de la loi), dans l'attente d'un nouveau régime de tarification des prestations des établissements hébergeant des personnes âgées.

Pour chaque personne hébergée qui demande la prestation spécifique dépendance (P.S.D.), le Président du Conseil général peut fixer le montant auquel elle a droit, en fonction du montant de prestation qu'il a arrêté pour le groupe iso-ressources dans lequel elle se situe et pour l'établissement qui l'héberge (montant de prestation attribuable) et compte tenu de ses ressources.

La prestation spécifique dépendance (P.S.D) qui est versée directement à l'établissement s'analyse donc, dans les conditions prévues par l'article 22 précité, comme une prestation tendant à rendre solvable la personne âgée dépendante, sans impact sur la structure de la tarification, l'établissement ne facturant à la personne bénéficiaire de la prestation spécifique dépendance (P.S.D) que la différence entre le montant de ses frais d'hébergement et le montant de la prestation qui lui a été attribuée.

#### **B. Date de mise en oeuvre et périodicité**

La prestation spécifique dépendance (P.S.D) peut être versée à compter de la date de notification de la décision d'attribution prise par le Président du Conseil général.

#### **C. Dispositif budgétaire et comptable**

a) Versements au titre de l'exercice 1997.

S'agissant des sommes versées au titre de l'exercice 1997, l'ordonnateur de l'établissement doit émettre les titres de recettes correspondant à la P.S.D à l'encontre du département.

Les titres de recettes s'imputent aux subdivisions du compte 7061 "produit des tarifications relevant de la loi sociale" en fonction de la nature du financement de l'établissement.

Ces titres de recettes doivent être accompagnés d'un état établi par l'ordonnateur de l'établissement et indiquant le nom des bénéficiaires et le montant à verser par les départements concernés au titre de chacun d'eux.

## ANNEXE N° 1 (suite)

### b) Versements au titre de l'exercice 1998.

Les versements effectués au titre de l'exercice 1998 seront enregistrés au compte 7063 "prestation spécifique dépendance" créé à cet effet.

Tant que l'établissement n'a pas passé la convention prévue à l'article 23 de la loi n° 97-60 du 24 janvier 1997, le versement de la P.S.D ne doit pas avoir d'impact sur la structure tarifaire de l'établissement et donc sur le prix de journée hébergement, l'établissement doit retrancher de ce prix applicable à tous les résidents le montant de la prestation attribuée au bénéficiaire.

Le solde représente donc les frais d'hébergement restant à la charge de ce dernier. Ce solde donne lieu à émission d'un titre de recettes émis à l'encontre de l'hébergé si celui-ci est payant et à l'encontre du département si l'hébergé est admis à l'aide sociale.

## **II - A compter du 1er janvier 1998, les nomenclatures budgétaires et comptables des établissements publics de santé sont modifiées comme suit :**

### **II - a - Nomenclature des comptes composant les groupes fonctionnels.**

#### **II - a - 1 - Modification de la composition des groupes fonctionnels - Budgets annexes B, J, K, N, P.**

- Comptes à ouvrir.
- Groupe fonctionnel n° 3 en recettes
- . Compte 7063 "Prestation spécifique dépendance".

### **II - b - Balance des comptes du grand livre.**

#### **II - b - 1 - Budget général.**

##### **- Comptes à supprimer.**

- . Compte 419173 "Contributions prélevées par le comptable sur les ressources des hébergés admis à l'aide sociale".
- . Compte 4431 "Opérations particulières avec l'Etat".
- . Compte 44321 "Opérations particulières avec les départements - contributions versées par l'hébergé".
- . Compte 44322 "Opérations particulières avec les départements - contributions prélevées par le comptable".
- . Compte 44328 "Opérations particulières avec les départements - autres opérations".

Ces comptes sont à supprimer.

## ANNEXE N° 1 (suite)

**- Comptes à ouvrir.**

. Compte 44311 "Opérations particulières avec les collectivités d'assistance - contributions versées par les hébergés".

. Compte 44312 "Opérations particulières avec les collectivités d'assistance - contributions prélevées par le comptable".

. *Compte 4432 "Etat".*

Ce compte est à ouvrir à compter du 1er janvier 1998. Il est destiné à comptabiliser les opérations retracées, jusqu'à présent au compte 4431 "Opérations particulières avec l'Etat".

. *Compte 4433 "Départements".*

Ce compte est à ouvrir à compter du 1er janvier 1998. Il retrace les opérations comptabilisées jusqu'à présent au compte 44328 "Opérations particulières avec les départements - autres opérations".

**- Comptes à modifier.**

. Compte 419172 "Versement spontané des hébergés admis à l'aide sociale".

Ce compte s'intitule désormais : *compte 419172 "Contributions des hébergés admis à l'aide sociale"*.

**II - b - 2 - Budgets annexes B, J, K, N, P.****- Comptes à ouvrir.****Compte destiné à isoler la prestation spécifique dépendance.**

. *Compte 7063 "Prestation spécifique dépendance"*.

**II - c - Liste des comptes obligatoirement ouverts dans le budget et la comptabilité des établissements publics de santé.****II - c - 1 - Budget général.****- Comptes à supprimer.**

. Compte 419173 "Contributions prélevées par le comptable sur les ressources des hébergés admis à l'aide sociale".

. Compte 44321 "Opérations particulières avec les départements - contributions versées par l'hébergé".

. Compte 44322 "Opérations particulières avec les départements - contributions prélevées par le comptable".



## ANNEXE N° 1 (suite)

. Compte 44328 "Opérations particulières avec les départements - autres opérations".

Ces comptes sont à supprimer.

### - Comptes à ouvrir.

. Compte 44311 "Opérations particulières avec les collectivités d'assistance - contribution versées par les hébergés".

. Compte 44312 "Opérations particulières avec les collectivités d'assistance - contributions prélevées par le comptable".

. Compte 4433 "Départements".

Ce compte est à ouvrir à compter du 1er janvier 1998. Il retrace les opérations comptabilisées jusqu'à présent au compte 44328 "Opérations particulières avec les départements - autres opérations".

### - Comptes à modifier.

. Compte 4431 "Etat" :

Ce compte s'intitule désormais : *compte 4431 "Opérations particulières avec les collectivités d'assistance"*.

. Compte 419172 "Versement spontané des hébergés admis à l'aide sociale"

Ce compte s'intitule désormais : *compte 419172 "Contributions des hébergés admis à l'aide sociale"*.

. Compte 4432 "Départements".

Ce compte s'intitule désormais : *compte 4432 "Etat"*.

. Compte 6483 "Versements aux agents en cessation anticipée d'activité"

Ce compte s'intitule désormais : *compte 6483 "Versements aux agents en cessation progressive d'activité"*. Il est destiné à enregistrer les charges relatives aux cessations progressives d'activité.

Le congé de fin d'activité a été instauré par le décret n° 96-1232 du 27 décembre 1996 pris pour l'application du titre II de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire. Les modalités de fonctionnement budgétaire de ce dispositif sont identiques à celles relatives à la cessation progressive d'activité. Les opérations se rapportant au congé de fin d'activité sont donc à comptabiliser sur les comptes utilisés pour les cessations progressives d'activité : le *compte 6483 "Versements aux agents en cessation progressive d'activité"* en dépense et le *compte 758312 "fonds pour l'emploi hospitalier"* en recette.

## ANNEXE N° 1 (suite)

**II - c - 2 - Budgets annexes B, J, K, N, P.****- Comptes à ouvrir.****Compte destiné à isoler la prestation spécifique dépendance.**

. Compte 7063 "Prestation spécifique dépendance".

**- Comptes à modifier.**

. Compte 6483 "Versements aux agents en cessation anticipée d'activité"

Ce compte s'intitule désormais : compte 6483 "Versements aux agents en cessation progressive d'activité". Il est destiné à enregistrer les charges relatives aux cessations progressives d'activité.

Le congé de fin d'activité a été instauré par le décret n° 96-1232 du 27 décembre 1996 pris pour l'application du titre II de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire. Les modalités de fonctionnement budgétaire de ce dispositif sont identiques à celles relatives à la cessation progressive d'activité. Les opérations se rapportant au congé de fin d'activité sont donc à comptabiliser sur les comptes utilisés pour les cessations progressives d'activité : le compte 6483 "Versements aux agents en cessation progressive d'activité" en dépense et le compte 758312 "fonds pour l'emploi hospitalier" en recette.

**II - d - Reprise des balances d'entrée au 1er janvier 1998.**

Les sommes figurant, en balance de sortie, au 31 décembre 1997 :

- au compte 44321 "Opérations particulières avec les départements - contributions versées par l'hébergé" sont à reprendre manuellement en balance d'entrée, au 1er janvier 1998, au compte 44311 "Opérations particulières avec les collectivités d'assistance - contributions versées par les hébergés".

- au compte 44322 "Opérations particulières avec les départements - contributions prélevées par le comptable" sont à reprendre manuellement en balance d'entrée, au 1er janvier 1998, au compte 44312 "Opérations particulières avec les collectivités d'assistance - contributions prélevées par le comptable".

- au compte 4431 "Opérations particulières avec l'Etat" sont à reprendre manuellement en balance d'entrée, au 1er janvier 1998, au compte 4432 "Etat".

- au compte 44328 "Opérations particulières avec les départements - autres opérations" sont à reprendre manuellement en balance d'entrée, au 1er janvier 1998, au compte 4433 "Départements".

- aux comptes 419172 "Versements spontanés des hébergés admis à l'aide sociale" et 419173 "Contributions prélevées par le comptable sur les ressources des hébergés admis à l'aide sociale" doivent être reprises manuellement en balance d'entrée, au 1er janvier 1998, au compte 419172 "Contributions des hébergés admis à l'aide sociale".

## ANNEXE N° 1 (suite)

Ces modifications ainsi portées à votre connaissance seront insérées dans les prochains textes réglementaires de mise à jour des nomenclatures.

La Ministre de l'Emploi et de la Solidarité

Le Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie

Pour la Ministre et par délégation

Pour le Ministre et par délégation

Le Directeur des Hôpitaux et par délégation

Le Directeur de la Comptabilité Publique et par délégation

Le Sous-directeur des affaires administratives et financières

Le Sous-directeur chargé de la Sous-direction D,  
VALERIE DELAHAYE-GUILLOCHEAU, PIERRE-LOUIS MARIEL

**ANNEXE N° 2 : Loi n° 97-60 du 24 janvier 1997 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance.**

Loi n° 97-60 du 24 janvier 1997.

**Tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance.**  
**NOR: TASX9601721L**

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,  
 Vu la décision du Conseil constitutionnel n° 96-387 DC du 21 janvier 1997 ;  
 Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

**TITRE Ier**

**DE LA COORDINATION DE LA PRISE EN CHARGE DE LA DEPENDANCE**

Art. 1er. - Afin de favoriser la coordination des prestations services aux personnes âgées dépendantes, d'accomplir les tâches d'instruction et de suivi de ces prestations et de préciser les modalités de gestion de cette coordination, le département conclut des conventions avec les organismes de sécurité sociale.

Ces conventions doivent être conformes à un cahier des charges arrêté par le ministre chargé des personnes âgées après avis des représentants des présidents de conseils généraux et des organismes nationaux de sécurité sociale.

Un comité national de la coordination gérontologique est chargé du suivi de la mise en oeuvre de ces conventions et, le cas échéant, d'une fonction de médiation pour leur conclusions. Avant l'examen par le Parlement du projet de loi de financement de la sécurité sociale, il rend public un rapport comprenant un bilan de l'application de la présente loi.

Un décret précise les modalités de fonctionnement et la composition du comité mentionné à l'alinéa précédent qui comprend, notamment, des représentants des présidents de conseils généraux des organismes de sécurité sociale et du Comité national des retraités et des personnes âgées.

Pour favoriser l'évaluation des prestations services aux personnes âgées par les collectivités publiques et institutions concernées, des conventions organisant des dispositifs d'observation partagée peuvent être passées entre l'Etat, le département, les organismes de protection sociale de toute commune souhaitant y participer.

**TITRE II**

**DE LA PRESTATION SPECIFIQUE DEPENDANCE**

**Dispositions générales**

Art. 2. - Toute personne résidant en France et remplissant les conditions d'âge, de degré de dépendance et de ressources fixées par voie réglementaire a droit, sur sa demande, à une prestation en nature dite prestation spécifique dépendance.

Le bénéfice de la prestation spécifique dépendance est ouvert, dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, aux personnes de nationalité étrangères qui séjournent régulièrement en France et remplissent également la condition de résidence prévue au 5° de l'article 186 du code de la famille et de l'aide sociale.

La dépendance mentionnée au premier alinéa est définie comme l'état de la personne qui, nonobstant les soins qu'elle est susceptible de recevoir, a besoin d'être aidée pour l'accomplissement des actes essentiels de la vie ou requiert une surveillance régulière.

Art. 3. - La demande de prestation spécifique dépendance est adressée au président du conseil général du département de résidence du demandeur qui informe du dépôt de celle-ci le maire de la commune de résidence. Elle est instruite par une équipe médico-sociale qui comprend au moins un médecin et un travailleur social et dont l'un au moins des membres se rend auprès de l'intéressé. Pour apprécier le besoin d'aide de celui-ci, le président du conseil général compétent en application des dispositions du dernier alinéa du présent article se fonde notamment sur les conclusions de l'équipe médico-sociale.

La prestation spécifique dépendance est accordée par décision motivée du président du conseil général, après avis du maire de la commune de résidence du demandeur. Si cet avis n'a pas été rendu dans un délai de quinze jours après transmission de la demande par le président du conseil général, il est réputé être favorable. Si la décision du président du conseil général n'a pas été notifiée à l'intéressé dans un délai de deux mois à compter du dépôt de son dossier complet, la prestation spécifique dépendance est réputée lui être accordée à compter du terme de ce délai.

En cas d'urgence, le président du conseil général peut attribuer à titre provisoire la prestation mentionnée à l'article 2 jusqu'à l'expiration du délai de deux mois mentionné à l'alinéa précédent, dans des conditions fixées par le règlement départemental d'aide sociale.

La décision mentionnée au deuxième alinéa fait l'objet d'une révision périodique instruite selon les mêmes modalités.

La prestation spécifique dépendance est servie et gérée par le département où le bénéficiaire possède son domicile de secours acquis conformément aux articles 193 et 194 du code de la famille et de l'aide sociale. En cas d'absence de domicile de secours, la prestation est servie et gérée par le département de résidence. Toutefois, les dispositions figurant au 9° de l'article 35 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat sont applicables à la prestation spécifique dépendance.

Art. 4. - Pour l'instruction et le suivi de la prestation spécifique dépendance, le département peut conclure des conventions avec les institutions et organismes publics sociaux ou médico-sociaux, notamment les centres communaux ou intercommunaux d'action sociale des organismes régis par le code de la mutualité ou des associations. Ces conventions doivent être conformes à une convention-cadre fixée par arrêté conjoint du ministre chargé des personnes âgées et du ministre chargé des collectivités territoriales, pris après avis des représentants des présidents de conseils généraux et des maires.

Art. 5. - Le montant maximum de la prestation est fixé par le règlement départemental d'aide sociale et ne peut être inférieur à un pourcentage, fixé par décret, de la majoration pour aide constante d'une tierce personne mentionnée à l'article L. 355-1 du code de la sécurité sociale.

Le montant de la prestation accordée est modulé en fonction du besoin de surveillance et d'aide requis par l'état de dépendance de l'intéressé, tel qu'il est évalué par l'équipe médico-sociale visée à l'article 3 à l'aide d'une grille nationale fixée par décret. Ce montant varie également selon que l'intéressé réside à domicile ou est hébergé dans un établissement mentionné à l'article 22.

Art. 6. - La prestation spécifique dépendance se cumule avec les ressources de l'intéressé et, le cas échéant, de son conjoint ou de son concubin, dans la limite de plafonds fixés par décret.

Pour l'appréciation des ressources de l'intéressé et, le cas échéant, de son conjoint ou de son concubin, il est tenu compte de l'ensemble des revenus et de la valeur en capital des biens non productifs de revenus qui sera évaluée dans les conditions fixées par décret en conseil d'Etat.

La retraite du combattant et les pensions attachées aux distinctions honorifiques n'entrent pas en ligne de compte pour l'appréciation de ces ressources.

Si les deux membres du couple remplissent les conditions mentionnées à l'article 2, ils peuvent chacun prétendre au bénéfice de la prestation spécifique dépendance.

Les rentes viagères ne sont pas prises en compte pour le calcul des ressources de l'intéressé lorsqu'elles ont été constituées en sa faveur par un ou plusieurs de ses enfants ou lorsqu'elles ont été constituées par lui-même ou son conjoint pour le prémunir contre le risque de dépendance.

## ANNEXE N° 2 (suite)

Lorsque le bénéficiaire de la prestation spécifique dépendance réside en établissement, il est déduit, le cas échéant, de ses ressources une somme minimale maintenue à la disposition de son conjoint ou de son concubin demeurant à domicile.

Les conditions d'application de cet article sont fixées par décret.

Art. 7. - Lorsque le bénéficiaire de la prestation spécifique dépendance est hébergé dans un établissement de santé pour recevoir des soins de courte durée, de suite ou de réadaptation mentionnés au a et au b du 1° de l'article L. 711-2 du code de la santé publique, le président du conseil général en est informé par le bénéficiaire, le cas échéant, sont tuteur, ou l'équipe médico-sociale mentionnée à l'article 3. En fonction de la nouvelle situation de l'intéressé, le président du conseil général peut réduire le montant de la prestation spécifique dépendance ou en suspendre le versement dans des conditions fixées par voie réglementaire.

Art. 8. - La prestation spécifique dépendance n'est cumulaire ni avec l'allocation représentative de services ménagers, ni avec l'aide en nature accordée sous forme de services ménagers, mentionnées, respectivement, aux deuxième et troisième alinéas de l'article 158 du code de la famille et de l'aide sociale, ni avec l'allocation compensatrice instituée par le 1 de l'article 39 de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées, ni avec la majoration pour aide constante d'une tierce personne prévue à l'article L. 355-1 du code de la sécurité sociale.

Art. 9. - L'attribution de la prestation spécifique dépendance n'est pas subordonnée à la mise en oeuvre de l'obligation alimentaire définie par les articles 205 à 211 du code civil.

Tous les recouvrements relatifs au service de la prestation spécifique dépendance sont opérés comme en matière de contributions directes.

Art. 10. - I. - L'article 146 du code de la famille et de l'aide sociale est ainsi rédigé :

"Art. 146. - Des recours sont exercés par le département, par l'Etat, si le bénéficiaire de l'aide sociale n'a pas de domicile de secours, ou par la commune lorsqu'elle bénéficie d'un régime spécial d'aide médicale :

"a) Contre le bénéficiaire revenu à meilleure fortune ou contre la succession du bénéficiaire ;

"b) Contre le donataire lorsque la donation est intervenue postérieurement à la demande d'aide sociale ou dans les dix ans qui ont précédé cette demande ;

"c) Contre le légataire.

"En ce qui concerne les prestations d'aide sociale à domicile et d'aide médicale à domicile, la prestation spécifique dépendance et la prise en charge du forfait journalier, un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions dans lesquelles sont exercés les recours, en prévoyant, le cas échéant, l'existence d'un seuil de dépenses supportées par l'aide sociale en deçà duquel il n'est pas procédé à leur recouvrement.

"Le recouvrement sur la succession du bénéficiaire de l'aide sociale à domicile, de la prestation spécifique dépendance ou de la prise en charge du forfait journalier s'exerce sur la partie de l'actif net successoral, défini par les règles de droit commun, qui excède un seuil fixé par décret en Conseil d'Etat.

"L'inscription de l'hypothèque légale visée à l'article 148 est supprimée pour les prestations d'aide sociale à domicile, la prestation spécifique dépendance et la prise en charge du forfait journalier visées à l'alinéa précédent."

II. - Lorsque les recours en récupération concernant la prestation spécifique dépendance sont portés devant le tribunal de grande instance ou la cour d'appel, le ministère d'avoué n'est pas obligatoire.

Art. 11. - Les recours contre les décisions du président du conseil général mentionnées aux articles 3, 7 et 21 sont formés devant les commissions départementales visées à l'article 128 du code de la famille et de l'aide sociale dans les conditions et selon les modalités prévues par cet article.

Lorsque le recours est relatif à l'appréciation du degré de dépendance, la commission départementale visée à l'article 128 précité recueille l'avis d'un médecin titulaire d'un diplôme universitaire de gériatrie ou d'une capacité en gériatrie choisi par son président sur une liste établie par le conseil départemental de l'ordre des médecins.

Les décisions des commissions départementales sont susceptibles d'appel, dans les conditions fixées par l'article 129 du même code, devant la commission centrale d'aide sociale.

Les recours, tant devant une commission départementale que devant la commission centrale d'aide sociale, peuvent être exercés par le demandeur ou le bénéficiaire de la prestation ou, le cas échéant, son tuteur, par le maire de la commune de résidence, par le représentant de l'Etat dans le département, ou par le débiteur des avantages de vieillesse de l'intéressé. Afin de pouvoir exercer son droit de recours, le maire concerné est informé des décisions relatives à la prestation spécifique dépendance dans les mêmes délais que l'intéressé. La possibilité de faire appel des décisions des commissions départementales est également ouverte au président du conseil général.

Le ministre chargé des personnes âgées peut contester directement devant la commission centrale d'aide sociale les décisions prises soit par le président du conseil général, soit par les commissions départementales mentionnées au premier alinéa. Le délai de recours est fixé à deux mois à compter de la notification de la décision.

Art. 12. - L'action du bénéficiaire pour le versement de la prestation spécifique dépendance se prescrit par deux ans. Ledit bénéficiaire doit apporter la preuve de l'effectivité de l'aide qu'il a reçue ou des frais qu'il a dû acquitter pour que son action soit recevable.

Cette prescription est également applicable, sauf en cas de fraude ou de fausse déclaration, à l'action intentée par le président du conseil général ou le représentant de l'Etat, pour la mise en recouvrement des sommes dûment versées.

Un décret précise les montants minimaux en deçà desquels la prestation n'est pas versée au recouvrée.

La prestation spécifique dépendance est incessible, en tant qu'elle est versée directement au bénéficiaire, et insaisissable.

Art. 13. - Sans préjudice des actions en recouvrement des sommes indûment versées mentionnées au deuxième alinéa de l'article 12, le fait d'avoir frauduleusement perdu la prestation instituée par la présente loi est puni des peines prévues par les articles 313-1 à 313-3 du code pénal.

Art. 14. - I. - Les dispositions du chapitre VII du titre VI du livre 1er du code de la sécurité sociale relatives à la tutelle aux prestations sociales sont applicables à la prestation spécifique dépendance, y compris lorsque la prestation est versée directement aux services prestataires selon les modalités prévues au deuxième alinéa des articles 17 et 22.

II. - Les dispositions des articles 133 et 135 du code de la famille et de l'aide sociale sont applicables pour la prestation spécifique dépendance.

III. - Les agents mentionnés à l'article 198 du code de la famille et de l'aide sociale ont compétence pour contrôler le respect des dispositions relatives à la prestation spécifique dépendance par les bénéficiaires de celle-ci et les institutions ou organismes intéressés.

### TITRE III

#### DE LA PRESTATION SPECIFIQUE DEPENDANCE A DOMICILE

Art. 15. - Le degré de dépendance de l'intéressé détermine son besoin d'aide et de surveillance évalué par l'équipe médico-sociale visée à l'article 3. Le plan d'aide élaboré par ladite équipe pour répondre à ce besoin tient compte de l'environnement de la personne et, le cas échéant, des aides publiques ou à titre gracieux dont elle disposera.

Le plan d'aide ainsi établi, valorisé par le coût de référence déterminé par le président du conseil général pour les différentes aides prévues, permet de déterminer, en fonction de l'importance du besoin, le montant de la prestation accordée.

Au cours de la visite à domicile effectuée par l'un au moins des membres de l'équipe médico-sociale, l'intéressé et, le cas échéant, son tuteur ou ses proches, reçoivent tous conseils et informations en rapport avec son état de dépendance. Ils sont, notamment, informés que l'équipe médico-sociale doit avoir connaissance de tout changement de situation de l'intéressé. Dans un délai fixé par décret, l'équipe médico sociale propose le plan d'aide mentionné au premier alinéa qui peut être refusé par l'intéressé ou, le cas échéant, son tuteur.

Au cours de son instruction, l'équipe médico-sociale consulte, lorsque le demandeur l'a choisi, le médecin que ce dernier désigne. Si l'intéressé le souhaite, ce médecin assiste à la visite prévue à l'alinéa précédent. L'équipe médico-sociale procède à la même consultation à l'occasion de la révision périodique de la demande de l'intéressé.

## ANNEXE N° 2 (suite)

Art. 16. - La prestation spécifique dépendance à domicile doit être utilisée à la rémunération du ou des salariés que le bénéficiaire emploie pour lui venir en aide, du service d'aide à domicile qui a fait l'objet d'un agrément dans les conditions fixées par l'article L. 129-1 du code du travail ou des services rendus par la personne qui accueille ledit bénéficiaire tels que définis au 1° de l'article 6 de la loi n° 89-475 du 10 juillet 1989 relative à l'accueil par des particuliers, à leur domicile, à titre onéreux, de personnes âgées ou handicapées adultes.

Les salariés rémunérés pour assurer un service d'aide à domicile auprès d'une personne allocataire de la prestation spécifique dépendance bénéficient d'une formation selon des modalités définies par décret.

Toutefois, la prestation spécifique dépendance peut être utilisée par toute personne remplissant les conditions prévues à l'article 2 et à laquelle sont état de dépendance impose des dépenses autres que de personnel dont la nécessité a été constatée dans le cadre de la visite mentionnée à l'article 15 pour acquitter celles-ci dans la limite d'un plafond et selon des modalités d'attribution et de contrôle déterminés par décret.

Art. 17. - La prestation spécifique dépendance est versée à son bénéficiaire dans des conditions qui lui permettant de ne pas faire l'avance du montant de celle-ci pour les frais autres que de personnel ou pour rémunérer son ou ses salariés ou le particulier qui l'accueille et accomplit les services mentionnés au 1° de l'article 6 de la loi n° 89-475 du 10 juillet 1989 précitée.

Le cas échéant, elle est versée directement au service d'aide à domicile.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret.

Art. 18. - Dans le délai d'un mois à compter de la notification de l'attribution de la prestation, le bénéficiaire, doit déclarer au président du conseil général le ou les salariés ou le service d'aide à domicile à la rémunération desquels est utilisée la prestation spécifique dépendance. Tout changement ultérieur de salarié ou de service doit être déclaré dans les mêmes conditions.

Il peut employer un ou plusieurs membres de sa famille à l'exception de son conjoint ou de son concubin. Il fait mention du lien de parenté avec son salarié dans sa déclaration et précise que ledit salarié n'est ni son conjoint ni son concubin.

Le bénéficiaire de la prestation spécifique dépendance est informé qu'à défaut de la déclaration mentionnée au premier alinéa, dans le délai fixé au même alinéa, le versement de la prestation est suspendu.

Art. 19. - I. - Dans le premier alinéa du 1° de l'article 199 sexdecies du code général des impôts, après les mots : "travaillant à la résidence", les mots : "du contribuable située en France" sont remplacés par les mots : ", située en France, du contribuable ou d'un ascendant remplissant les conditions prévues à l'article 2 de la loi n° 97-60 du 24 janvier 1997 tendant à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance".

II. - Après le premier alinéa, du 1° de l'article 199 sexdecies du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

"Dans le cas où le contribuable bénéficie de la réduction prévue au précédent alinéa pour l'emploi d'un salarié travaillant à la résidence d'un ascendant, il renonce au bénéfice des dispositions de l'article 156 relatives aux pensions alimentaires, pour la pension versée à ce même ascendant."

Art. 20. - La prestation spécifique dépendance ne peut être allouée afin de rémunérer une personne qui bénéficie déjà elle-même d'un avantage de vieillesse.

Art. 21. - L'un au moins des membres de l'équipe médico-sociale mentionnée à l'article 3 assure à la résidence du bénéficiaire de la prestation spécifique dépendance un suivi de l'aide qui comporte, notamment, au moins une fois par an, un contrôle de l'effectivité de celle-ci, de son adéquation aux besoins de la personne et de la qualité du service rendu.

Dans des conditions déterminées par décret en Conseil d'Etat, sur le rapport de l'équipe médico sociale mentionnée au premier alinéa, le service de la prestation spécifique dépendance est suspendu par le président du conseil général lorsqu'il est manifeste que son bénéficiaire ne reçoit pas d'aide effective ou que le service rendu présente un risque pour la santé, la sécurité ou le bien-être physique et moral de celui-ci.

En ce cas, après avis de l'équipe médico sociale, le président du conseil général propose au bénéficiaire ou, le cas échéant, à son tuteur des solutions de substitution.

### TITRE IV

#### DE LA PRESTATION SPECIFIQUE DEPENDANCE EN ETABLISSEMENT

Art. 22. - L'évaluation de l'état de dépendance des personnes accueillies dans un établissement hébergeant des personnes âgées, conformément au 5° de l'article 3 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales, ou dans un établissement de santé visé au 2° de l'article L. 711-2 du code de la santé publique est effectuée lors de la demande de prestation ou lors de l'admission en établissement puis périodiquement par l'équipe médico-sociale prévue à l'article 3. Cette évaluation détermine, en fonction de la tarification en vigueur, le montant de la prise en charge dont peut bénéficier la personne âgée.

La prestation spécifique dépendance est versée directement à l'établissement qui accueille son bénéficiaire.

### TITRE V

#### DE LA REFORME DE LA TARIFICATION

Art. 23. - I. - Après l'article 5 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 précitée, il est inséré un article 5-1 ainsi rédigé :

"Art. 5-1. - Les établissements assurant l'hébergement des personnes âgées mentionnés au 5° de l'article 3 et les établissements de santé visés au 2° de l'article L. 711-2 du code de la santé publique ne peuvent accueillir des personnes âgées remplissant les conditions de dépendance mentionnées au premier alinéa de l'article 2 de la loi n° 97-60 du 24 janvier 1997 tendant à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance que s'ils ont passé une convention pluriannuelle avec le président du conseil général et l'autorité compétente pour l'assurance maladie, qui respecte le cahier des charges établi par arrêté conjoint du ministre chargé des personnes âgées et du ministre chargé des collectivités territoriales, après avis des organismes nationaux d'assurance maladie et des représentants des présidents de conseils généraux.

"Cette convention tripartite est conclue au plus tard le 31 décembre 1998. Elle définit les conditions de fonctionnement de l'établissement tant au plan financier qu'à celui de la qualité de la prise en charge des personnes et des soins qui sont prodigués à ces dernières, en accordant une attention particulière au niveau de formation du personnel d'accueil. Elle précise les objectifs d'évolution de l'établissement et les modalités de son évaluation."

II. - Après le deuxième alinéa de l'article 26 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 précitée, il est inséré deux alinéas ainsi rédigés :

"La tarification des établissements qui peuvent accueillir des personnes âgées conformément à l'article 5-1 est arrêtée, pour les prestations remboursables aux assurés sociaux, par l'autorité compétente pour l'assurance maladie après avis du président du conseil général, et pour les prestations pouvant être prises en charge par la prestation spécifique dépendance, créée par l'article 2 de la loi n° 97-60 du 24 janvier 1997 précitée, par le président du conseil général après avis de l'autorité compétente pour l'assurance maladie.

"Cette tarification est notifiée aux établissements au plus tard le 31 janvier au titre de l'exercice en cours, lorsque les documents nécessaires à la fixation de cette tarification ont été transmis aux autorités compétentes dans les conditions et les délais déterminés par voie réglementaire."

III. - Après l'article 27 ter de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 précitée, il est inséré un article 27 quater ainsi rédigé :

"Art. 27 quater. - Les montants des prestations visées au troisième alinéa de l'article 26 sont modulés selon l'état de la personne accueillie est déterminés dans les conditions fixées par voie réglementaire."

IV. - Le 2° de l'article L. 711-2 du code de la santé publique est ainsi rédigé :

"2° Des soins de longue durée, comportant un hébergement à des personnes n'ayant pas leur autonomie de vie, dont l'état nécessite une surveillance médicale constante et des traitements d'entretien, dans l'attente de la redéfinition desdits soins que interviendra au plus tard le 31 décembre 1998."

V. - Les places de section de cure médicale autorisées à la date d'application de la présente loi sont financées par les régimes d'assurance maladie dans un délai de deux ans suivant cette date.

VI. - Pour l'application des dispositions de l'article 5 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 précitée, peuvent seuls faire l'objet d'une autorisation de création ou d'extension, les dossiers de demande de création ou d'extension de section de cure médicale déclarés complets avant le 1er avril 1997.

## ANNEXE N° 2 (suite)

Art. 24. - I. - Au troisième alinéa de l'article 14 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 précitée, les mots : "Le représentant de l'Etat peut prononcer" sont remplacés par les mots : "Le représentant de l'Etat prononce".

II. - Au deuxième alinéa de l'article 210 du code de la famille et de l'aide sociale, les mots : "le préfet peut, après avoir pris l'avis du conseil départemental d'hygiène, ordonner" sont remplacés par les mots : "le représentant de l'Etat ordonne, après avoir pris l'avis du conseil départemental d'hygiène," et, aux premier et troisième alinéas de ce même article, les mots : "le préfet" sont remplacés par les mots : "le représentant de l'Etat".

III. - L'article 210 du code de la famille et de l'aide sociale est complété par un alinéa ainsi rédigé :

"En cas de décision de fermeture prise par le président du conseil général, le représentant de l'Etat dans le département exécute cette décision appliquant avec le concours de celui-ci, les dispositions prévues à l'article 212."

IV. - Après l'article 15 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 précitée, il est inséré un article 15-1 ainsi rédigé :

"Art. 15-1. - Les infractions aux dispositions de l'article 5-1 sont punies d'un emprisonnement de trois mois et d'une amende de 25 000 F ou de l'une de ces deux peines seulement.

"Le tribunal peut interdire au condamné soit définitivement, soit par une durée déterminée, d'exploiter ou de diriger tout établissement soumis aux dispositions de l'article 3 ainsi que d'accueillir des personnes âgées dans le cadre de la loi n° 89-475 du 10 juillet 1989 relative à l'accueil par les particuliers, à leur domicile, à titre onéreux, de personnes âgées ou handicapées adultes.

"En cas de récidive, les peines prévues au premier alinéa peuvent être protées au double ; le tribunal doit se prononcer expressément sur la sanction accessoire de l'interdiction."

Art. 25. - Le premier alinéa de l'article 198 du code de la famille et de l'aide sociale est complété par une phrase ainsi rédigée :

"Sans préjudice des dispositions figurant aux articles 208 à 215, ces mêmes agents habilités exercent un pouvoir de contrôle technique sur les institutions qui relèvent d'une autorisation de création délivrée par le président du conseil général."

Art. 26. - Il est inséré, après l'article 8 bis de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 précitée, un article 8 ter ainsi rédigé :

"Art. 8 ter. - Les établissements hébergeant des personnes âgées visés au 5° de l'article 3 élaborent un règlement intérieur garantissant, notamment, les droits des résidents et le respect de leur intimité. Le projet du règlement est soumis à l'avis du conseil d'établissement prévu à l'article 8 bis.

"Lors de l'admission d'une personne dans un des établissements visés à l'alinéa précédent, un contrat de séjour écrit est établi entre l'établissement et le résident ou, le cas échéant, son tuteur. Le même contrat est proposé, dans les six mois suivant la date de publication de la loi n° 97-60 du 24 janvier 1997 précitée, aux personnes résidant à cette date dans ces établissements ou, le cas échéant, à leur tuteur.

"Les conditions d'application de l'alinéa précédent aux établissements non soumis à la loi n° 90-600 du 6 juillet 1990 relative aux conditions de fixation des prix des prestations fournies par certains établissements assurant l'hébergement des personnes âgées sont fixées par décret.

"Les infractions aux dispositions des premier et deuxième alinéas du présent article sont constatées et poursuivies dans les conditions fixées par les articles 45 (alinéas 1er et 3), 46, 47, 51, 52 et 56 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1er décembre 1986 relative à la liberté des prix et à la concurrence."

### TITRE VI

#### DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 27. - L'article 39 de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa du I, après les mots : "tout handicapée", sont insérés les mots : "dont l'âge est inférieur à un âge fixé par décret et" ;

2° Le I est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

"Toute personne qui a obtenu le bénéfice de l'allocation compensatrice avant l'âge mentionné au premier alinéa et qui remplit les conditions prévues par l'article 2 de la loi n° 97-60 du 24 janvier 1997 tendant à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance peut choisir, dans des conditions fixées par décret, lorsqu'elle atteint cet âge, et à chaque renouvellement de l'attribution de cette allocation, le maintien de celle-ci ou le bénéfice de la prestation spécifique dépendance.

"Toute personne qui a obtenu le bénéfice de l'allocation compensatrice après l'âge mentionné au premier alinéa et avant la date d'entrée en application de la loi n° 97-60 du 24 janvier 1997 précitée et qui remplit les conditions prévues par l'article 2 de ladite loi peut choisir, dans des conditions fixées par décret, de bénéficier du maintien de l'allocation compensatrice jusqu'au terme de la période pour laquelle elle a été attribuée. Deux mois avant le terme de la période susmentionnée, le président du conseil général examine, dans les conditions fixées par ladite loi, si cette personne peut bénéficier de la prestation spécifique dépendance. Toutefois, lorsque la période pour laquelle l'allocation compensatrice a été attribuée prend fin avant le 1er juillet 1997 et que la personne concernée a opté pour son maintien, le bénéfice de cette allocation est prorogé jusqu'à cette date. Pour la personne visée au présent alinéa qui opte en faveur du maintien de l'allocation compensatrice, le contrôle d'effectivité de l'aide s'effectue dans les mêmes conditions que pour celui mis en oeuvre dans le cadre de la prestation spécifique dépendance mentionnée à l'article 2 de la loi n° 97-60 du 24 janvier 1997 précitée."

Art. 28. - Après le neuvième alinéa de l'article L. 241-10 du code de la sécurité sociale, il est inséré un d ainsi rédigé :

"d) Des personnes titulaires de la prestation spécifique dépendance visée à l'article 2 de la loi n° 97-60 du 24 janvier 1997 tendant à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance."

Art. 29. - Après l'article 4 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales, il est inséré un article 4-1 ainsi rédigé :

"Art. 4-1. - Les établissements hébergeant des personnes âgées visées au 5° de l'article 3 sont organisés en unités favorisant le confort et la qualité de vie des personnes accueillies, dans des conditions et des délais fixés par décret."

Art. 30. - Dans le troisième alinéa de l'article 19 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 précitée, les mots : "dont la capacité d'accueil est inférieure à un seuil fixé par décret et" et les mots : "d'hébergement pour personnes âgées dont la capacité d'accueil est inférieure au même seuil, et" sont supprimés.

Art. 31. - Au premier alinéa de l'article 23 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 précitée, après les mots : "du code de la santé publique soit", sont insérés les mots : "en services non personnalisés ou".

Art. 32. - Les prestations attribuées avant la date d'application de la présente loi, en vertu des conventions mentionnées à l'article 38 de la loi n° 94-637 du 25 juillet 1994 relative à la sécurité sociale, continuent d'être services à leurs bénéficiaires et sont prises en charge dans les conditions fixées par lesdites conventions.

Art. 33. - I. - L'article 995 du code général des impôts est complété par un 14° ainsi rédigé :

"14° Les contrats d'assurance-dépendance."

II. - Les dispositions du I s'appliquent aux primes versées à compter du 1er janvier 1997.

Art. 34. - Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur le 1er janvier 1997 et seront applicables jusqu'à l'intervention d'une loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 24 janvier 1997 : Jacques CHIRAC

Le Premier ministre : Alain JUPPE

Le garde des sceaux, ministre de la justice : Jacques TOUBON

Le ministre du travail et des affaires sociales : Jacques BARROT

Le ministre de l'économie et des finances : Jean ARTHUIS

Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation : Dominique PERBEN

Le ministre délégué au budget porte-parole du Gouvernement : Alain LAMASSOURE

Le secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale : Hervé GAYMARD

## ANNEXE N° 2 (suite et fin)

Travaux préparatoires :

*Sénat :*

Proposition de loi n° 486 (+1995-1996) ;

Rapport de M. Alain Vasselle, au nom de la commission des affaires sociales, n° 14 (1996-1997) ;

Discussion les 15, 16 et 17 octobre 1996 et adoption, après déclaration d'urgence, le 17 octobre 1996.

*Assemblée nationale :*

Proposition de loi, adoptée par le Sénat, n° 3047 ;

Rapport de Mme Monique Rousseau, au nom de la commission des affaires culturelles, n° 3150 ;

Discussion les 26, 27 et 28 novembre 1996 et adoption le 28 novembre 1996.

*Sénat :*

Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, n° 108 (1996-1997) ;

Rapport de M. Alain Vaisselle, au nom de la commission mixte paritaire, n° 130 (1996-1997) ;

Discussion et adoption le 17 décembre 1996.

*Assemblée nationale :*

Rapport de Mme Monique Rousseau, au nom de la commission mixte paritaire, n° 3220 ;

Discussion et adoption le 18 décembre 1996.

*Conseil constitutionnel :*

Décision n° 96-387 DC du 21 janvier 1997 publiée au Journal officiel du 25 janvier 1997.



**ANNEXE N° 3 : Décret n° 97-427 du 28 avril 1997 portant application de certaines dispositions de la loi n° 97-60 du 24 janvier 1997 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance.**

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE.

**30 avril 1997** page 6530.

Décret **n° 97-427 du 28 avril 1997.**

**Portant application de certaines dispositions de la loi n° 97-60 du 24 janvier 1997 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance.**

**NOR: TASA9721345D**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du travail et des affaires sociales, du ministre de l'économie et des finances, du ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation et du ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 355-1 et L. 815-2 ;

Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 711-2 ;

Vu le code du travail, notamment son article L. 141-1 ;

Vu la loi n° 75-534 du 30 juin 1975, modifiée, d'orientation en faveur des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 75-535 du 30 juin 1975, modifiée, relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

Vu la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983, modifiée, complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu la loi n° 97-60 du 24 janvier 1997 tendant, dans l'attente du vote de la loi instituant une prestation d'autonomie pour les personnes âgées dépendantes, à mieux répondre aux besoins des personnes âgées par l'institution d'une prestation spécifique dépendance ;

Vu le décret n° 97-426 du 28 avril 1997 relatif aux conditions et aux modalités d'attribution de la prestation spécifique dépendance instituée par la loi n° 97-60 du 24 janvier 1997,

Décète :

**TITRE Ier**  
**DU COMITE NATIONAL DE LA COORDINATION GERONTOLOGIQUE**

Art. 1er. - Le Comité national de la coordination gérontologique prévu à l'article 1er de la loi du 24 janvier 1997 susvisée est présidé par le ministre chargé des personnes âgées ou, en son absence, par son représentant.

Il comprend :

1° Six représentants des départements désignés par l'assemblée des présidents des conseils généraux de France ;

Deux représentants des communes désignés respectivement par l'Association des maires de France et par l'Association des maires des grandes villes de France ;

2° Un représentant désigné par chacun des organismes de sécurité sociale suivants :

- la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés ;
- la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés ;
- la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole ;
- l'Organisation autonome du régime d'assurance vieillesse des professions industrielles et commerciales ;
- la Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse des artisans ;
- la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales ;
- la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ;
- la Caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines ;

3° Un représentant désigné par chacune des organisations suivantes :

- la mutualité fonction publique ;

## ANNEXE N° 3 (suite)

- l'Union nationale des centres communaux d'action sociale ;
- l'Union nationale interfédérale des oeuvres et organismes privés sanitaires et sociales ;
- l'Union nationale des associations de soins et services à domicile ;
- l'Union nationale des associations d'aide à domicile en milieu rural ;
- la Fédération hospitalière de France ;
- la Fédération des établissements hospitaliers et d'assistance privés à but non lucratif ;
- une organisation d'établissements privés pour personnes âgées ;

4° Deux représentants des médecins généralistes et deux représentants des infirmiers exerçant à titre libéral ;

5° Trois représentants d'associations et d'organisations de retraités désignés par le Comité national des retraités et personnes âgées et un représentant de l'Union nationale des associations familiales ;

6° Quatre membres choisis par le ministre chargé des personnes âgées en raison de leur compétence particulière en matière de gérontologie.

Art. 2. - Les membres du comité sont nommés pour une durée de trois ans renouvelable par arrêté du ministre chargé des personnes âgées.

Art. 3. - Le comité se réunit au moins une fois par an sur convocation de son président. Il est réuni également à la demande d'un quart au moins de ses membres.

Le secrétariat du comité est assuré par la direction de l'action sociale.

Le comité peut constituer des groupes de travail et y associer des personnes compétentes extérieures.

Art. 4. - Lorsque le comité est saisi, au titre de sa fonction de médiation, de dossiers concernant la conclusion d'une convention prévue à l'article 1er de la loi du 24 janvier 1997 susvisée, il se réunit en commission spéciale qui comprend son président ou son représentant et les membres nommés au titre du 1° et du 2° de l'article 1er du présent décret.

Art. 5. - Le rapport public prévu au troisième alinéa de l'article 1er de la loi du 24 janvier 1997 susvisée rend compte de la mise en oeuvre de cette loi et notamment des conditions d'attribution, à domicile et en établissement, de la prestation spécifique dépendance dans l'ensemble des départements.

Le comité détermine sur proposition du ministre chargé des personnes âgées, la liste des données dont il doit disposer pour établir son rapport annuel. Ces données sont adressées par les signataires des conventions prévues à l'article 1er de la loi du 24 janvier 1997 susvisée au représentant de l'Etat dans le département.

### TITRE II DISPOSITIONS GENERALES

Art. 6. - La grille nationale prévue à l'article 5 de la loi du 24 janvier 1997 susvisée, décrite dans l'annexe I du présent décret, permet d'apprécier la plus ou moins grande capacité des demandeurs à effectuer diverses activités de la vie quotidienne. Cette capacité est cotée selon trois modalités conformément aux instructions contenues dans le guide de l'évaluation de la personne âgée dépendante fixé par arrêté du ministre chargé des personnes âgées. Pour classer les demandeurs, les données ainsi recueillies sont traitées par un mode opératoire de calcul unique décrit en annexe II et diffusé sous forme de logiciel par le ministère du travail et des affaires sociales.

L'annexe I au présent décret décrit également d'autres éléments dont il peut être tenu compte pour l'élaboration du plan d'aide et en particulier le lieu de résidence du demandeur et, le cas échéant, les aides publiques ou à titre gracieux dont il disposera.

Art. 7. - Les plafonds de ressources prévus à l'article 6 de la loi du 24 janvier 1997 susvisée sont fixés à 72 000 F par an pour une personne seule et à 120 000 F par an pour un couple.

Art. 8. - La somme déduite des ressources du couple, prévue à l'avant-dernier alinéa de l'article 6 de la loi du 24 janvier 1997 susvisée, est fixée à 2 000 F par mois.

Art. 9. - La prestation spécifique dépendance n'est pas versée lorsque son montant mensuel est inférieur ou égal à trois fois la valeur brute du salaire horaire minimum de croissance fixée par l'arrêté prévu à l'article D. 141-1 du code du travail. Elle n'est pas recouvrée lorsque le montant total de l'industrie est inférieur ou égal à ce même montant.

### TITRE III DE LA PRESTATION SPECIFIQUE DEPENDANCE A DOMICILE

Art. 10. - Le délai prévu au troisième alinéa de l'article 15 de la loi du 24 janvier 1997 susvisée, dans lequel l'équipe médico-sociale propose un plan d'aide au demandeur de la prestation spécifique dépendance, est fixé à quarante jours suivant la date de dépôt du dossier complet de la demande.

Le demandeur doit renvoyer le plan d'aide, complété de la mention : "bon pour accord" et de sa signature, au président du conseil général dans les huit jours. S'il refuse le plan proposé, il peut indiquer, dans le même délai, au président du conseil général celles des prestations de services du plan d'aide dont il souhaite bénéficier. Dans cette hypothèse, un nouveau plan d'aide lui est en conséquence proposé dans un délai de quinze jours.

## ANNEXE N° 3 (suite)

Art. 11. - Le plafond prévu au troisième alinéa de l'article 16 de la loi du 24 janvier 1997 susvisée est fixé à 10 % du montant maximum de la prestation spécifique dépendance prévu par le règlement départemental d'aide sociale en application de l'article 5 de ladite loi.

Le montant de la prestation pouvant être utilisé par le bénéficiaire pour acquitter des dépenses autres que de personnel est fixé dans la limite du plafond défini à l'alinéa précédent, dans la décision d'attribution de la prestation.

Le bénéficiaire de la prestation doit conserver les justificatifs des dépenses mentionnées à l'alinéa précédent, acquittées au cours des six derniers mois. Ces justificatifs doivent être présentés aux agents compétents du département.

Art. 12. - Lorsqu'elle est versée à son bénéficiaire, la prestation spécifique dépendance est mandatée, à compter du mois qui suit le mois de la décision d'attribution, au plus tard le 10 du mois au titre duquel elle est versée.

### TITRE IV DE LA PRESTATION SPECIFIQUE DEPENDANCE EN ETABLISSEMENT

Art. 13. - Jusqu'à la passation de la convention prévue à l'article 5-1 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 susvisée, la tarification des prestations pouvant être prises en charge par la prestation spécifique dépendance dont il est fait mention à l'article 22 de la loi du 24 janvier 1997 est arrêtée par le président du conseil général pour chacun des établissements et pour chacun des groupes prévus à l'article 3 du décret du 28 avril 1997 susvisé.

### TITRE V MODALITES D'EXERCICE DU CHOIX ENTRE L'ALLOCATION COMPENSATRICE ET LA PRESTATION SPECIFIQUE DEPENDANCE

Art. 14. - Toute personne qui peut choisir, aux termes du troisième ou du quatrième alinéa du I de l'article 39 de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 susvisée, entre le maintien de l'allocation compensatrice ou le bénéfice de la prestation spécifique dépendance, peut déposer une demande pour cette prestation. Pour les personnes qui peuvent choisir en application du troisième alinéa susmentionné, cette demande doit être déposée deux mois avant l'âge de soixante ans ou avant la date d'échéance du versement fixée soit dans la décision d'attribution, soit lors de la dernière révision périodique.

Quarante jours au plus tard après le dépôt de cette demande, le président du conseil général informe l'intéressé du montant de la prestation dont il pourra bénéficier, assortir le cas échéant du plan d'aide correspondant.

Le demandeur doit faire connaître son choix au président du conseil général dans les huit jours, selon les modalités prévues au deuxième alinéa de l'article 10 du présent décret.

Art. 15. - Le ministre du travail et des affaires sociales, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation et le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 28 avril 1997 : Alain JUPPE

Le ministre du travail et des affaires sociales : Jacques BARROT

Le ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation : Philippe VASSEUR

Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation : Dominique PERBEN

Le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement : Alain LAMASSOURE

ANNEXE N° 4 : Décret n° 96-1232 du 27 décembre 1996 relatif au congé de fin d'activité, pris pour l'application du titre II de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire.

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE.

**31 décembre 1996** page 19705.

Décret n° 96-1232 du 27 décembre 1996.

---

**Relatif au congé de fin d'activité, pris pour l'application du titre II de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire**

**NOR: FPPA9600152D**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du travail et des affaires sociales, du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation et du ministre délégué au budget, porteparole du Gouvernement,

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

Vu le code du travail ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L. 131-2 et L. 131-3, L. 136-1 et L. 136-2, L. 361-1 à L. 361-5, L. 711-1 et suivants ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, notamment son article 14 ;

Vu la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire ;

Vu le décret n° 65-773 du 9 septembre 1965 modifié relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat en date du 16 décembre 1996 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale en date du 12 décembre 1996 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière en date du 13 décembre 1996 ;

## ANNEXE N° 4 (suite)

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décrète :

## TITRE Ier

DISPOSITIONS COMMUNES AUX FONCTIONNAIRES ET AGENTS NON TITULAIRES  
DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ETAT, DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIERE

Art. 1er. - La demande de congé de fin d'activité est déposée auprès de l'administration, de la collectivité ou de l'établissement dans lequel le fonctionnaire ou l'agent non titulaire exerce ses fonctions, au plus tard deux mois avant la date du départ souhaitée. Ce délai n'est opposable qu'à compter de l'expiration d'une période de deux mois suivant la publication du présent décret.

Art. 2. - L'admission au congé de fin d'activité des fonctionnaires est prononcée, sur demande de l'intéressé, par l'autorité investie du pouvoir de nomination ou, pour ceux placés en position de détachement, par l'organisme d'accueil. Le cas échéant, le détachement est prorogé jusqu'au terme du congé de fin d'activité.

L'admission au congé de fin d'activité des agents non titulaires est prononcée, sur demande de l'intéressé, par l'administration ou l'établissement public employeur.

Art. 3. - Le revenu de remplacement prévu aux articles 15, 24 et 36 de la loi du 16 décembre 1996 susvisée est soumis à une cotisation d'assurance maladie dont le taux est fixé à l'article D. 711-2 (1°) du code de la sécurité sociale.

Le revenu de remplacement prévu aux articles 17, 28 et 39 de la loi du 16 décembre 1996 susvisée est soumis à une cotisation d'assurance maladie dont le taux est fixé à l'article D. 711-2 (3°) du code de la sécurité sociale.

Art. 4. - En cas de décès d'un fonctionnaire survenu pendant le congé de fin d'activité, le capital décès est calculé sur la base du traitement brut afférent à l'indice correspondant à l'emploi, grade, classe et échelon effectivement détenus par l'intéressé à la date d'admission à ce congé.

En cas de décès d'un agent non titulaire survenu pendant le congé de fin d'activité, le capital décès est liquidé dans les conditions prévues en application des articles L. 361-1 et suivants du code de la sécurité sociale et le régime de retraite complémentaire dont il dépendait.

Le paiement du revenu de remplacement est poursuivi jusqu'à la fin du mois civil au cours duquel le fonctionnaire ou l'agent non titulaire est décédé.

Art. 5. - Dès leur admission au congé de fin d'activité, les agents cessent d'être électeurs et éligibles aux organismes consultatifs institués par les lois du 11 janvier 1984, du 26 janvier 1984 et du 9 janvier 1986 susvisées. Ils ne peuvent plus y siéger.

Art. 6. - Un état semestriel est établi au cours de la mise en oeuvre du congé de fin d'activité ; il est présenté au Conseil supérieur de chacune des trois fonctions publiques.

## ANNEXE N° 4 (suite)

TITRE II  
DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX FONCTIONNAIRES  
ET AGENTS NON TITULAIRES DE L'ETAT

Art. 7. - Le revenu de remplacement est servi mensuellement à terme échu par l'administration ou l'établissement qui a accordé le congé de fin d'activité.

Art. 8. - Un état au moins semestriel de la mise en oeuvre du congé de fin d'activité est effectué. Ce bilan est présenté à chaque comité technique paritaire local et ministériel.

TITRE III  
DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX FONCTIONNAIRES  
ET AGENTS NON TITULAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Art. 9. - L'état de la mise en oeuvre du congé de fin d'activité est présenté à chaque comité technique paritaire pour les collectivités et établissements relevant de ses compétences.

TITRE IV  
DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX FONCTIONNAIRES  
ET AGENTS NON TITULAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIERE

Art. 10. - Les fonctionnaires de la fonction publique hospitalière en congé de fin d'activité bénéficient des dispositions de l'article 44 ou de l'article 105 de la loi du 9 janvier 1986 susvisée.

Art. 11. - Dès leur admission au congé de fin d'activité, les agents cessent d'être électeurs et éligibles aux comités techniques d'établissements prévus à l'article L. 714-17 du code de la santé publique, ainsi qu'aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions du travail institués par l'article R. 236-23 du code du travail. Ils ne peuvent plus y siéger.

Art. 12. - L'état de la mise en oeuvre du congé de fin d'activité est présenté dans chaque établissement au comité technique d'établissement ou au comité technique paritaire.

TITRE V  
DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX FONCTIONNAIRES  
ET AGENTS NON TITULAIRES DES FONCTIONS PUBLIQUES TERRITORIALE  
ET HOSPITALIERE

Art. 13. - Aucun remboursement n'est dû par le fonds de compensation prévu à l'article 45 de la loi du 16 décembre 1996 susvisée si le bénéficiaire du congé de fin d'activité ne remplit pas les conditions d'admission à ce congé ou si l'attribution du congé de fin d'activité n'a pas donné lieu à recrutement conformément aux deuxième et troisième alinéas de cet article 45.

Art. 14. - Le remboursement du revenu de remplacement mentionné aux articles 24, 28, 36 et 39 de la loi susvisée est versé aux collectivités et établissements concernés sur production d'une demande de remboursement à laquelle sont joints les pièces justificatives de la mise en congé de fin d'activité, un document certifiant que les sommes demandées sont conformes à celles ordonnancées auprès du comptable assignataire du revenu de remplacement ainsi que toute pièce justifiant que l'attribution du congé de fin d'activité a donné lieu à recrutement, conformément aux deuxième et troisième alinéas de l'article 45 de ladite loi.

## ANNEXE N° 4 (suite et fin)

Art. 15. - Les modalités de fonctionnement du fonds de compensation institué par la loi du 16 décembre 1996 susvisée sont fixées par une convention établie entre, d'une part, les ministres chargés de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière et, d'autre part, le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations chargé de la gestion du fonds en application de l'article 45 de cette loi.

Art. 16. - Un rapport d'activité et un rapport financier du fonds de compensation mentionné à l'article 45 de la loi susvisée sont présentés aux conseils supérieurs des fonctions publiques territoriale et hospitalière.

Art. 17. - Le ministre du travail et des affaires sociales, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement, et le secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 27 décembre 1996 : Alain JUPPE

Le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation :  
Dominique PERBEN

Le ministre du travail et des affaires sociales : Jacques BARROT

Le ministre de l'économie et des finances : Jean ARTHUIS

Le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement : Alain LAMASSOURE

Le secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale : Hervé GAYMARD

Directeur de la publication :  
Michel GONNET

Impression : Imprimerie Nationale  
27, rue de la Convention - 75732 PARIS CEDEX

**ISSN : 0984 9114**